

**RÉSEAU SOLIDARITÉ
ITINÉRANCE DU QUÉBEC
(RSIQ)**

**RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITÉS
2004-2005**

**Adopté à l'Assemblée générale annuelle
Le 23 septembre 2005
À Drummondville**

Table des matières

Présentation du RSIQ	3
Le comité de coordination	3
Remerciements	4
Mobilisation et financement des groupes en itinérance	5
1. IPAC (Initiative de partenariats en action communautaire)	5
Été 2004 : élections et mise en place d'un nouveau gouvernement à Ottawa	5
Automne 2004 : un Discours du trône encourageant.....	6
Octobre 2004 à février 2005 : Actions et participations à des consultations.....	6
Hiver 2005 : un budget fédéral décevant	8
Des acquis et des difficultés	10
2. Projet québécois de Politique en itinérance	10
La défense de droits, au cœur de nos préoccupations	11
3. États généraux de l'itinérance au Québec (9 et 10 mai 2005).....	11
Préparation et Déroulement.....	11
Participation	12
Contenus	12
Couverture médiatique et rayonnement.....	13
Les suites.....	13
4. Information	14
Bulletin des régions	14
Site Internet RAPSIM.....	15
Espace public.....	15
1. « Pas dans ma cour »	15
2. Judiciarisation	15
Lutte à la pauvreté	16
Logement.....	16
Vie associative et financement du RSIQ	17
1. Vie associative	17
Assemblée générale annuelle.....	17
Membership	17
État des concertations en région	17
Participation aux activités	18
Comité de coordination et comité exécutif	18
2. Financement	19
Autres	19
Conclusion	19
Annexes.....	21
1. Calendrier des rencontres	21
2. Campagnes du RSIQ	21
3. Interventions publiques	22

Présentation du RSIQ

Le Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec (RSIQ), né en 1998 à l'initiative de plusieurs régions, a pour objectifs de favoriser les échanges entre les régions et de soutenir les concertations régionales et le travail des groupes en itinérance.

Sa finalité est d'améliorer les conditions de vie des personnes en situation d'itinérance, de réduire le phénomène de l'itinérance, de combattre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Les moyens à sa disposition sont : l'échange d'informations, le partage d'expertise, la mobilisation collective.

En 2004-2005, grâce notamment au soutien financier de la Fondation Béati, le RSIQ a développé sa vie associative, son membership, son Bulletin des régions et ses interventions. Il en résulte une augmentation de la notoriété du RSIQ au sein du milieu communautaire de l'itinérance et de sa reconnaissance auprès des acteurs institutionnels et politiques.

Lors de la dernière AGA, le 15 octobre 2004, le RSIQ s'était donné un plan d'action ambitieux avec, entre autres, le projet de réaliser des États généraux de l'itinérance au printemps 2005. Cet événement a été le moment marquant de notre année et a contribué largement à l'expansion du RSIQ.

Le comité de coordination

Le COCO est composé de 9 membres délégués par 8 concertations régionales :

- ❖ Président : **Pierre Maheux**, coordonnateur du Regroupement pour l'aide aux itinérants et itinérantes de Québec (RAIIQ)
- ❖ Vice-président : **François Roy**, coordonnateur de Logemen'Occupe et délégué par le Comité de lutte en itinérance en Outaouais urbain
- ❖ Secrétaire-Trésorier : **Pierre Gaudreau**, coordonnateur du Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM)
- ❖ Administratrice : **Lise Jean**, directrice de Passages et déléguée par le RAPSIM
- ❖ Administratrice : **Marie-Claude Vézina**, directrice de la Chaudronnée de l'Estrie et déléguée par la Table de concertation en itinérance de Sherbrooke
- ❖ Administratrice : **Anne-Marie Lapointe**, intervenante au Centre amical de La Baie et déléguée de la Table itinérance de Saguenay
- ❖ Administrateur : **Jean-Marie Richard**, coordonnateur du Refuge La Piaule du Centre du Québec et délégué par la Table itinérance de Drummondville
- ❖ Administrateur : **Pierre Lord**, directeur de l'Abri de la Rive-Sud et délégué par la Table de concertation des sans domicile fixe de Longueuil
- ❖ Administrateur : **Gaétan Ennis**, directeur de Travail de rue Terrebonne et délégué par la Table Action Prévention Itinérance de Lanaudière (TAPIL)

Remerciements

Le RSIQ tient à remercier chaleureusement les membres du COCO ainsi que les équipes du RAIQ et du RAPSIM qui ont apporté un soutien important à la coordination tout au long de l'année.

Merci à Sylvie Lajoie de La Piaule qui a continué d'effectuer la comptabilité du Réseau en 2004-2005.

Merci à l'ensemble de nos membres en région qui ont participé à nos activités et se sont mobilisés au cours de l'année, notamment dans nos campagnes IPAC.

Merci à L'Auberivière pour leur collaboration.

Mobilisation et financement des groupes en itinérance

Rappel des **objectifs** fixés dans le plan d'action 2004-2005 :

1. Au fédéral : obtenir une reconduction du programme IPAC et une bonification dès le prochain budget
2. Au provincial : obtenir des mesures de soutien dans le cadre d'une politique gouvernementale en matière d'itinérance
3. Contribuer à la définition d'une vision du secteur de l'itinérance au Québec
4. Renforcer la concertation et la mobilisation des groupes des régions

Au cours de 2004-2005, une grande partie des énergies mobilisées au sein du RSIQ ont été consacrées aux enjeux relatifs au financement des groupes en itinérance, plus particulièrement sur la scène fédérale.

La mobilisation des groupes en région ainsi que des alliés et partenaires du RSIQ s'est opérée à travers plusieurs campagnes en faveur de la reconduction et de la bonification d'IPAC.

L'adhésion au RSIQ et à ses orientations s'est également opérée grâce aux États généraux de l'itinérance qui ont constitué le moment marquant du regroupement cette année.

1. IPAC (Initiative de partenariats en action communautaire)

Au cours de l'année 2004-2005, les représentants du RSIQ ont continué à siéger sur le **comité aviseur fédéral provincial d'IPAC 2**. Ce comité assure une vigilance dans le suivi de la mise en œuvre des projets d'IPAC 2. Notre participation a été assumée par Jean-Marie Richard de la Piaule du Centre du Québec, ainsi que Pierre Maheux du RAIQ et Pierre Gaudreau du RAPSIM. Une douzaine de rencontres ont eu lieu au cours de l'année (la plupart téléphoniques).

À la demande du SNSA, Pierre Gaudreau puis Nathalie Mercier (des Œuvres Isidore Ostiguy) ont représenté le RSIQ au sein du comité aviseur du Projet des approches prometteuses (PAP) (rencontres téléphoniques), ce qui leur a permis de connaître des projets intéressants dans le reste du Canada. Une vingtaine de projets IPAC seront mis en vitrine.

Les représentations en faveur du **renouvellement et de la bonification du financement fédéral en matière d'itinérance** à travers l'Initiative de partenariats en action communautaire (IPAC) ont pris une place prépondérante au RSIQ tout au long de l'année 2004-2005 afin d'obtenir que se concrétisent les engagements pris par le Parti libéral du Canada en campagne électorale en juin 2004.

Les activités relatives à IPAC 3 qui ont été menées cette année sont de plusieurs natures : rencontres, rédaction de mémoires et outils, participation à des consultations, campagnes, communiqués et conférences de presse, manifestations. IPAC 3 a également été à l'ordre du jour de chacune de nos rencontres de coordination.

Été 2004 : élections et mise en place d'un nouveau gouvernement à Ottawa

Lors de la campagne électorale de juin 2004, seul le PLC faisait clairement référence dans sa plateforme électorale à l'IPAC. Du côté du NPD, si Jack Layton a fait des sorties publiques concernant les morts de la rue, son programme insistait surtout sur des mesures concernant le logement. Le Bloc Québécois reprenait les revendications des groupes concernant le logement social (qu'1% du budget fédéral y soit consacré, soit 2 milliards \$ chaque année), en revanche, le Bloc restait muet sur la question de l'intervention du fédéral en itinérance. Quant aux conservateurs, aucune considération à l'égard de l'itinérance ou du logement social n'était inscrite à leur programme.

Le RSIQ a alors envoyé une correspondance aux partis et a également diffusé un communiqué de presse intitulé « Faiblesse des engagements des partis fédéraux concernant l'itinérance ».

À la formation du gouvernement Martin, la personne responsable du dossier de l'itinérance a changé : il a été confié au ministre du Travail et du Logement, ce qui a constitué une première puisque auparavant cela découlait directement du ministère des Ressources Humaines.

Au cours de l'été, le RSIQ a entrepris des démarches pour rencontrer le ministre M. **Joe Fontana**. Cette rencontre a eu lieu à Montréal le 30 août 2004. Elle a permis de connaître la vision du ministre qui en est une de continuum en logement et de le sensibiliser aux réalités de l'itinérance au Québec. Elle a fait l'objet de la diffusion d'un communiqué intitulé « Les groupes en itinérance interpellent le nouveau ministre du Logement ».

Automne 2004 : un Discours du trône encourageant

À l'automne, des démarches ont été entreprises pour rencontrer les chefs des partis d'opposition afin d'obtenir leur appui dans le dossier. Le 22 septembre, Jack Layton était rencontré à Gatineau. Un point de presse a été tenu à la suite de cette rencontre au cours duquel les représentants du RSIQ ainsi que M. Layton se sont adressés aux médias présents.

Le 6 octobre 2004, le Discours du trône réitérait l'intention du gouvernement Martin de renouveler et bonifier IPAC. Notre communiqué intitulé « Les groupes en itinérance accueillent avec satisfaction le Discours du trône ».

Le 29 octobre 2004, le RSIQ rencontrait Gilles Duceppe. Un point de presse n'a pas pu être tenu avec M. Duceppe, mais nous avons diffusé le communiqué suivant : « Les groupes en itinérance interpellent le Bloc Québécois ».

Stephen Harper, chef du Parti conservateur et leader de l'opposition, n'a pas donné suite à nos demandes de rencontre.

Si le Discours de trône était encourageant, l'argent d'IPAC 3 n'était toujours pas engagé. Le RSIQ a donc poursuivi ses représentations en ce sens.

Octobre 2004 à février 2005 : Actions et participations à des consultations

En octobre 2004, il lançait une **campagne de lettres de besoins** (« écrivez à Fontana ») qui s'est poursuivie jusqu'en février 2005 et à laquelle 74 groupes ont participé. Des copies ont également été envoyées à Ralph Goodale (ministre des Finances), Jack Layton (chef du NPD), et Gilles Duceppe (chef du Bloc Québécois).

En novembre 2004, le RSIQ a mobilisé ses membres en région pour qu'ils participent à la **tournée pré-budgétaire du Bloc Québécois** organisé par Yvan Loubier, député de Saint-Hyacinthe—Bagot et porte-parole du Bloc en matière de finances. Les régions disposaient d'un argumentaire et d'un communiqué de presse type à diffuser (Ex : « *La Table Itinérance de Sherbrooke* interpelle le Bloc Québécois lors de sa tournée pré-budgétaire »). Plusieurs de nos membres ont participé à cette consultation : à Longueuil, Terrebonne, Québec, Rimouski, et Saguenay, ce qui leur a permis de rencontrer leur député en compagnie de M. Loubier et de faire valoir la nécessité d'une reconduction d'IPAC dès le budget suivant au fédéral.

Toujours en novembre 2004, le RSIQ a produit un premier mémoire sur IPAC 3 à l'intention du **Comité permanent des finances de la Chambre des communes**. La recommandation qui en ressort est d'allouer une enveloppe de 100 millions de plus au Québec, ce qui donnerait 150 millions \$ pour les 3 années de la 3^e phase.

Cette recommandation découle d'un bilan d'IPAC 2 dans les différentes régions sur lequel le RSIQ a travaillé et qui permet de mettre en lumière les besoins financiers relatifs à une 3^e phase du programme. Il ressort de cette analyse que dans la plupart des régions les besoins étaient 3 fois plus élevés que les sommes disponibles. Cette analyse est malheureusement restée incomplète compte tenu de la difficulté à obtenir les informations dans certaines régions.

Nous n'avons pas été invités à participer aux consultations pré-budgétaires du **Comité permanent des finances** mais, nous lui avons fait parvenir par la poste ce mémoire concernant le renouvellement d'IPAC. Ce mémoire a également été expédié par courriel à l'ensemble des députés fédéraux du Québec.

Le 10 novembre 2004, les représentants du RAPSIM rencontraient la Ministre fédérale des Ressources humaines et députée de Westmount Ville-Marie, Mme Lucienne Robillard afin de solliciter son appui dans nos revendications en faveur d'IPAC 3.

Par ailleurs, des demandes de rencontres avec Jean Lapierre, ministre fédéral des Transports et lieutenant pour le Québec ont amené le RSIQ à rencontrer Jonathan Trudeau, attaché de M. Lapierre à Québec.

Au cours de l'automne et de l'hiver, des organisations membres du RSIQ, concertations ou groupes, ont rencontré des élus fédéraux pour les sensibiliser à la question du financement fédéral en itinérance et obtenir leur appui.

Entre décembre 2004 et février 2005, le Bloc Québécois a mené une **tournée de consultation sur le logement social**. Cette tournée, organisée par Christian Simard, député de Beauport-Limoilou et porte-parole du Bloc en matière de logement, s'est déroulée dans différentes régions. Des membres du Réseau Solidarité Itinérance du Québec se sont déplacés à Sherbrooke, Québec, Rimouski, Chicoutimi, Gatineau et Montréal ainsi que dans Lanaudière et en Montérégie, pour rencontrer M. Simard et leur(s) députéE(s) et leur parler du travail de leur organisme, de la situation des personnes en situation d'itinérance et du financement fédéral à travers le programme IPAC.

Nos représentations auprès des députés du Bloc Québécois ont porté fruit. Dans sa conclusion, le rapport de consultation de Christian Simard énonce que « *le Bloc Québécois croit que les budgets destinés à soutenir les organismes qui aident les itinérants devraient être bonifiés considérablement. Le gouvernement fédéral devrait*

y consacrer beaucoup plus et prendre des engagements clairs pour chacune de ces missions. »

Le 22 décembre 2004, le ministre Fontana annonçait une **consultation sur un Cadre national de référence en logement** menée par les directions de la SCHL et du SNSA. Diverses rencontres d'experts étaient prévues sur plusieurs thèmes, ainsi que des forums communautaires dans l'ensemble des provinces sauf au Québec. Les interventions du RSIQ et de ses membres ont amené à l'organisation d'un **forum communautaire** pour le Québec qui s'est tenu à Montréal le 7 février 2005.

Des représentants du RSIQ y ont participé ainsi qu'à deux **forums d'experts**, le 26 janvier à Halifax (sur le thème « Intégration des services de soutien et du continuum du logement ») et le 1^{er} février à Montréal (sur le thème « Les défis du logement abordable ») où ils ont fait valoir la nécessaire reconduction d'IPAC.

Cette consultation a été suivie de travaux au SNSA et à la SCHL qui vont vraisemblablement conduire à une nouvelle conception du financement fédéral en logement et en itinérance.

Le 27 janvier 2005, à moins d'un mois du budget fédéral, une **conférence de presse** a été organisée en simultané dans les régions suivantes : Sherbrooke, Québec, Saguenay, Longueuil, Gatineau. Elle a été reprise le 3 février à Montréal. D'autres régions (soit Rimouski, Drummondville, Lanaudière, et Vaudreuil-Soulanges) ont également transmis le communiqué de presse type intitulé « Budget fédéral : Appel urgent du ... ». La couverture médiatique de cet événement a été importante dans la plupart des régions.

Hiver 2005 : un budget fédéral décevant

Le 23 février 2005, le ministre des finances Ralph Goodale dévoilait un budget décevant d'où le logement et l'itinérance étaient absents. Le RSIQ diffusait alors un communiqué sous le thème : « Les groupes en itinérance dénoncent le budget fédéral ». Toutefois, les pressions ont continué pour obtenir une annonce hors budget dans les semaines suivantes.

À la suite du budget, le RSIQ a formulé une autre demande de rencontre avec le ministre Fontana. À la veille de la rencontre avec Fontana, le gouvernement dévoile la nature d'une entente conclue avec le NPD qui dégagerait des sommes pour le logement. Lors de notre **rencontre avec Fontana** le 27 avril, celui-ci nous assure que l'entente comporte assez de flexibilité pour inclure IPAC et que son intention a toujours été de renouveler ce programme. Toutefois, il se refuse à en faire l'annonce officielle, se contentant d'annoncer des argents d'IPAC 2 déjà engagés depuis longtemps afin de remonter le crédit politique du PLC fortement affecté au Québec par le scandale des commandites. Notre inquiétude est alors de ne pas obtenir les sommes avant le déclenchement d'élections. Le RSIQ diffuse le communiqué suivant : « Les groupes en itinérance rencontrent le ministre fédéral du Logement et le pressent d'agir ».

Le 29 avril 2005, des représentants du RSIQ se rendent à la Conférence de Trois-Rivières pour rencontrer Jack Layton et s'assurer qu'il défende IPAC au sein de l'entente passée avec le gouvernement.

À la fin avril, le RSIQ lance une nouvelle campagne de lettres, cette fois-ci dirigée vers Lucienne Robillard, alors ministre des Ressources Humaines. Cette campagne qui s'est poursuivie jusqu'à la mi-mai 2005 a permis de réunir **l'appui de**

311 organisations. Des copies ont été adressées à Joe Fontana, Ralph Goodale Jack Layton, Gilles Duceppe et Jean Lapierre. Nathalie Dallaire, attachée politique de Lucienne Robillard, est alors rencontrée par les représentants du RSIQ pour faire suite à cette campagne.

À la suite de sorties médiatiques du ministre Fontana, le comité exécutif du RSIQ produit début mai une lettre ouverte intitulée « Pas de politcaillerie sur le dos des sans-abri ».

En mai 2005, avant le vote du budget et sur l'entente du gouvernement avec le NPD, Fontana adressait une lettre à différents groupes sociaux au Canada où il réitère encore une fois son intention de renouveler IPAC, toujours sans en faire l'annonce, et annonce la prolongation de la 2^e phase pour une 4^e année (sans nouveaux argents).

Au printemps, plusieurs de nos membres ont mené des représentations dans leur région respective pour obtenir un soutien de leurs municipalités. Les **municipalités** de Gatineau, Québec et Sherbrooke ont appuyé par motion du conseil nos demandes, ainsi que l'Arrondissement de Ville-Marie à Montréal. Le maire de Montréal a également produit une correspondance en ce sens à l'intention de Joe Fontana.

En juin 2005, le RSIQ a produit un mémoire à partir des lettres écrites par les groupes qui avaient participé à la campagne « Écrivez à Fontana ». Ce mémoire met en lumière la diversité de besoins dans les groupes en itinérance, d'où la nécessité de conserver la forme généraliste du programme IPAC. Cette analyse a été envoyée au ministre Fontana et aux responsables de l'opposition. Elle a également été remise à la Direction du Secrétariat régional pour les sans-abri au Québec lors d'une rencontre le 3 juin 2005, avant que les responsables ne participent à Gatineau à une rencontre de travail sur le nouveau modèle d'IPAC.

Le 17 juin 2005, le RSIQ a participé à une **manifestation** en faveur d'IPAC organisée sur le Pont Alexandra (en face de la Chambre des communes) à l'initiative du Comité de lutte contre l'itinérance en Outaouais urbain. Une cinquantaine de personnes étaient présentes. Le député bloquiste Christian Simard, la coordonnatrice de la soupe populaire de Gatineau, Lise Paradis, François Roy de Logemen'Occupe et Nathalie Rech, coordonnatrice du RSIQ ont pris la parole devant les médias régionaux.

Cette journée-là, M. Christian Simard a également adressé une question en Chambre concernant le renouvellement d'IPAC. À l'ajournement de la Chambre des Communes, Gilles Duceppe a personnellement interpellé Fontana sur IPAC.

En appui à la manifestation à Gatineau, une campagne de fax rouge s'est déroulée les 16 et 17 juin 2005. 97 groupes y ont contribué. En tout, ce sont **366** groupes différents qui ont participé à la campagne de lettres et / ou à celle de fax rouge.

En juin, un de nos membres, la Coalition Sherbrookoise de travail de rue rencontrait les attachés de leur député et Premier ministre du Québec, Jean Charest. Mario Roy, président de la Coalition rencontrait M. Charest pour lui demander d'interpeller Paul Martin sur le renouvellement d'IPAC.

En 2004-2005, le RSIQ a adhéré à un réseau canadien d'échanges sur le logement et l'itinérance (**National Housing and Homelessness Network**), ce qui lui a permis de participer à 4 rencontres téléphoniques tout au long de l'année. Notre participation

a surtout visé à connaître les revendications menées dans le reste du Canada sur ces dossiers et à faire valoir la nécessité d'inclure davantage les préoccupations relatives au programme IPAC. De façon générale, les organismes actifs à l'extérieur du Québec sont préoccupés davantage par les questions relatives au logement, particulièrement le logement abordable comme étant une solution à l'itinérance à privilégier.

Des acquis et des difficultés

À la date où nous écrivons ce rapport, Ottawa n'a toujours pas annoncé le modèle de livraison du programme fédéral en itinérance et nous n'avons toujours pas de certitude quant à l'ampleur des montants ni à la date de disponibilité de ces montants.

Les pressions se poursuivent pour que l'IPAC soit reconduit et bonifié comme programme généraliste, et ce, dès le 1^{er} avril 2006 et sans que cela soit attaché à un programme de logement, ou un type d'interventions.

Nous insistons également dans nos représentations pour que le modèle de livraison basé sur une approche communautaire soit maintenu compte tenu des gains importants que cela a permis au niveau de la concertation et des projets dans chacune des régions.

La vision de Fontana centrée sur un continuum de logement, le fait que peu de groupes au Canada aient fait des revendications sur IPAC, l'implication de la SCHL dans le dossier sont les écueils majeurs que nous avons rencontrés.

Une campagne de lettres d'intention de projets a démarrée à la fin de juin 2005 et se poursuit jusqu'à la fête du travail.

Un nombre important d'organisations se sont mobilisées dans les campagnes du RSIQ. Dans le milieu de l'itinérance, la préoccupation relative à la poursuite du financement fédéral est largement partagée. Parmi les autres groupes sociaux, la pertinence de ce programme est également davantage reconnue comme le démontre l'appui de 366 groupes ce printemps à notre demande d'IPAC. Les appuis de plusieurs municipalités sont des appuis importants qui méritent également d'être soulignés.

Au cours de l'année 2004-2005, le RSIQ a déployé des efforts pour mettre davantage sur l'avant-scène les problématiques liées à l'itinérance, particulièrement l'enjeu de financement dans le cadre de ses revendications en faveur d'IPAC 3. Cela a permis d'augmenter sa notoriété au niveau médiatique et également de donner une visibilité aux organismes itinérance des régions ou aux concertations régionales.

2. Projet québécois de Politique en itinérance

La nécessité d'un engagement de l'ensemble des paliers de gouvernement est un constat partagé par les organismes qui oeuvrent auprès des personnes en situation d'itinérance et d'exclusion sociale.

Le RSIQ a identifié le besoin de se doter au Québec d'une politique spécifique qui permette de s'attaquer sous plusieurs angles aux problématiques reliées à

l'itinérance. C'est pourquoi, dès décembre 2004, un comité de travail a été formé pour se pencher sur un projet québécois de politique en itinérance.

Le Comité était au départ formé de Pierre Maheux (RAIIQ), Lise Jean (RAPSIM), Gaétan Ennis (TAPIL), Jean-Marie Richard (Drummond) et Jean Comtois (Sherbrooke). Pierre Maheux s'est retiré en cours d'année par manque de temps et Gisèle Denoncourt, coordonnatrice d'HabitAction à Drummondville a rejoint le Comité à titre d'administratrice du Regroupement des Auberges du cœur du Québec.

Le Comité de travail s'est réuni 4 fois (16 décembre 2004, 21 janvier, 10 mars, et 5 avril 2005). L'échéancier de travail s'étale jusqu'au printemps 2006.

Il est envisagé d'élargir le comité au cours de l'année 2005-2006 afin de permettre à d'autres régions ou à d'autres regroupements provinciaux d'y contribuer.

Des contacts avec le gouvernement du Québec ont été amorcés sur cette question. Une rencontre a eu lieu le 29 avril 2005 avec Mme Margaret Delisle, Ministre déléguée à la Protection de la jeunesse et à la Réadaptation et responsable du dossier itinérance depuis son arrivée au ministère de la Santé et des Services sociaux en février 2005.

À l'heure où nous écrivons ce rapport, nous avons été informés que des travaux étaient en cours au MSSS et nous entreprenons des démarches afin de solliciter une place pour que le RSIQ y participe.

La défense de droits, au cœur de nos préoccupations

Le Comité de travail a également été mis à contribution pour rédiger une déclaration des droits en faveur des personnes en situation d'itinérance, déclaration qui vient appuyer le besoin d'une politique en itinérance.

Ce texte, intitulé « **le Droit de cité** », reconnaît différents besoins et des droits qui y correspondent : droit au logement, droit à un revenu minimum décent, question de l'accessibilité aux services, citoyenneté, etc.

« Le Droit de cité » a fait l'objet d'un dépôt au cours des États généraux et fait présentement l'objet d'une campagne de signatures lancée au début du mois de juin 2005 dont l'objectif est de rallier le plus d'appuis possibles d'organisations, d'individus et de personnalités dans l'ensemble des régions du Québec. La campagne se poursuivra jusqu'à la fin octobre 2005 avec un moment fort à l'occasion de la Nuit des sans-abri.

3. États généraux de l'itinérance au Québec (9 et 10 mai 2005)

Préparation et Déroulement

L'organisation des États généraux de l'itinérance au Québec a occupé une place très importante au RSIQ en 2004-2005, dès l'automne 2004 (recherche de financement) et particulièrement au printemps 2005 avec la tenue d'une tournée provinciale et finalement d'un événement de 2 jours qui s'est déroulé les 9 et 10 mai à Montréal.

Tenir une réflexion collective sur les réalités de l'itinérance, cerner des enjeux, définir des pistes d'orientation pour des actions communes et dans chaque milieu, tels étaient les grands objectifs des États généraux.

Le RSIQ a réalisé **une tournée provinciale** en mars-avril 2005 pour prendre le pouls des différentes régions sur les contenus à aborder en États généraux et valider un état de situation. Huit (8) rencontres se sont tenues avec les membres des concertations régionales à :

<i>Région</i>	<i>Nombre de participants</i>	<i>Date</i>
Québec	Une trentaine	24 mars 2005
Saguenay	8 personnes	8 avril 2005
Vaudreuil-Dorion	9 personnes	12 avril 2005
Longueuil	12 personnes	13 avril 2005
Drummondville	6 personnes	14 avril 2005
Lanaudière	8 personnes	20 avril 2005
Montréal	13 personnes	22 avril 2005
Sherbrooke	59 personnes	26 avril 2005

Lors de ces rencontres, les participants ont tracé un portrait de l'itinérance dans leur région. Différents enjeux ont également été abordés, ce qui a permis de « débroussailler » les thèmes des ateliers des États généraux.

Cette tournée a également permis de vérifier que la déclaration « Le droit de cité » faisait écho aux préoccupations des intervenants dans les différentes régions du Québec et d'en bonifier le contenu.

Participation

Les **inscriptions** aux États généraux ont dépassé nos attentes puisque l'événement a réuni au Centre 7400 plus de 220 personnes provenant de 12 régions du Québec et travaillant dans le milieu de l'itinérance (organismes communautaires et institutions). La participation a largement dépassé le membership, comme le démontre le tableau suivant :

Montréal	85
Québec	29
Sherbrooke	20
Longueuil	14
Outaouais	11
Lanaudière	10
Drummondville	8
Laval	7
Trois-Rivières	7
Montérégie (extérieur de Longueuil)	4
Saguenay	4
Chaudière-Appalaches	3
Laurentides	3
Autres	19

Contenus

Céline Bellot, criminologue et professeure à l'École de service social de l'Université de Montréal, a présenté une perspective historique de l'itinérance en conférence d'introduction.

L'événement était ensuite divisé en périodes d'ateliers de travail et en séances plénières.

Les 11 thèmes suivants ont été abordés dans 3 blocs d'ateliers :

Bloc #1 : Réalités de l'itinérance :

- Visages de l'itinérance
- Porte tournante et itinérance
- Refuges
- Défis des ressources humaines

Bloc #2 :

- Droits fondamentaux des personnes en situation d'itinérance
- Judiciarisation et privatisation de l'espace public
- Pas dans ma cour

Bloc #3 : Agir ensemble

- Maintien de pratiques d'intervention plurielles et globales
- Accessibilité et disponibilité
- Continuité et consolidation

Les ateliers ont permis de tracer un portrait assez précis de la situation et dégager quelques pistes d'orientation pour l'avenir, pistes qui inspireront nos travaux pour les années à venir, notamment dans le cadre du projet québécois de politique en itinérance. Les préoccupations relatives à l'accès des personnes aux services, et aux droits fondamentaux sont particulièrement ressorties des discussions de ces deux journées.

Couverture médiatique et rayonnement

Le 9 mai, le comité exécutif du RSIQ a tenu sur place une conférence de presse, faisant état de la large participation à l'événement et rappelant l'urgence d'un engagement des différents paliers de gouvernement dans le milieu de l'itinérance. Cette conférence a fait l'objet d'une couverture médiatique importante puisque 13 entrevues ont été données.

Les États généraux ont fait l'objet d'articles dans plusieurs numéros du *Bulletin des régions*. Le RSIQ a également produit un article intitulé « *Pourquoi des États généraux de l'itinérance au Québec en 2005?* » qui est paru dans la rubrique info-RAPSIM du magazine L'Itinéraire d'avril 2005.

Le 20 mai 2005, le RSIQ présentait la démarche des États généraux du Québec à la **1^{ère} Conférence canadienne sur l'itinérance** qui se tenait à l'Université d'York (Toronto).

Les suites

L'appui de nombreux bailleurs de fonds à cet événement ainsi que la forte mobilisation qu'il a suscitée dans le milieu viennent démontrer de la pertinence d'une telle réalisation à ce moment. Le succès des États généraux a également créé des grandes attentes quant aux suites à y donner. Les travaux serviront à guider le RSIQ et notamment à alimenter le projet québécois de politique en itinérance.

4. Information

Bulletin des régions

En 2004-2005, 5 bulletins des régions ont été produits et diffusés par courriel principalement. Ils ont fait état à la fois de la vie associative du RSIQ (AGA, États généraux, etc.), des dossiers traités (ex : Aide sociale) et des campagnes menées (ex :IPAC). Une section a toujours été réservée pour des nouvelles des régions.

	Table des matières Des nouvelles du RSIQ	Échos des régions
Édition de Septembre 2004	Mot du Président – p. 2 Être membre du RSIQ – p. 2 La réélection des Libéraux – p. 3 Formulaire d'inscription à l'AGA du RSIQ – p. 8	L'Opération droits devant ! – p. 4 Plan de travail en itinérance à Sherbrooke – p. 5 Crise du logement à Québec – p. 5 Recherche sur le phénomène de l'itinérance en Outaouais – p. 6 La prostitution à Drummondville – p. 7
Édition de Novembre 2004	Bilan de l'Assemblée générale annuelle et plan d'action : p. 2 Pour un IPAC 3 dès le prochain budget fédéral : p. 3 Projet de loi 57 : Facteur d'itinérance : p. 4-5	« Pas dans ma cour » à Longueuil : p. 5 Retour sur la 15e nuit des sans-abri : p. 6 Prévenir l'itinérance dans Lanaudière : TAPIL : p. 7 Une expo-photo sur les jeunes de la rue à Drummondville : p. 7 Accès-logis : plus de 600 logements pour SDF à Montréal : p. 8 L'itinérance à Rimouski : p. 8 Le support communautaire en logement : p. 9
Édition de Janvier 2005	Un membership croissant : p. 2 Les États généraux prennent forme : p. 2-3 Dernier blitz pour un IPAC 3 : p. 4-5 Loi 57 : Une occasion de faire mieux : p. 6	Incendie criminel d'un projet de logement social pour jeunes de la rue : p. 6 Plan d'organisation des services en itinérance en Outaouais : p. 7 Des jardins collectifs sur la Rive-Sud de Québec pour les personnes à risque d'itinérance : p. 7 Colloque sur l'itinérance en Outaouais urbain : p. 8 Colloque sur l'habitat en Outaouais : p. 8
Édition d'Avril 2005	États généraux : p. 2 Le site du RAPSIM : une vitrine sur Internet pour le RSIQ : p. 2 IPAC 3 : la mobilisation se poursuit : p. 3-4 Système d'information sur les personnes et les familles sans-abri : p. 4 Qui sont les membres du RSIQ ? : p. 5 Saguenay entre au Comité de coordination : p. 5 Une coordonnatrice pour le RSIQ : p. 5	Dossier « pas dans ma cour » : p. 6-8 Les morts de la rue : p. 9 L'itinérance à Ottawa : p. 10 Bilan du Colloque national sur le logement à Gatineau : p. 10

Édition de Juin 2005	Poursuite des travaux du RSIQ en lien avec les États généraux : p. 2-3 IPAC 3 en danger : p. 4 Le Bloc Québécois prend position en faveur d'IPAC : p. 5 Loi 57 : des amendements qui ne s'attaquent pas à la pauvreté : p. 6 L'ONU interpelle le Québec sur ses politiques sociales : p. 7 Première conférence canadienne sur l'itinérance : p. 8	Drummondville : L'Auberge citoyenne : p. 7 Montréal : Le printemps de l'Opération Droits devant : p. 9 Québec : Nouveau règlement sur le flânage : p. 10 Trois-Rivières : étude sur l'itinérance : p. 10 Montréal : Maisons de chambres en péril : p. 11 Sherbrooke : Présentation de la Table en itinérance : p. 12-13 Quelques liens utiles : p. 13
----------------------	--	---

Site Internet RAPSIM

Au cours de l'année 2004-2005, le site Internet du RAPSIM a servi de vitrine au RSIQ puisque nous y avons placé un certain nombre d'informations telles que : le Bulletin des régions, la programmation et le formulaire d'inscription pour les États généraux, le mémoire rédigé pour le Comité des finances, etc. Le site du RAPSIM a connu en 2005 une hausse de sa fréquentation. Le RSIQ en bénéficie et en est aussi en partie responsable.

Espace public

Rappel des **objectifs** fixés dans le plan d'action 2004-2005 :

1. Réduire le phénomène « pas dans ma cour » et ses impacts
2. Intervenir sur la question de la judiciarisation

1. « Pas dans ma cour »

En 2004-2005, l'opposition à l'égard des projets en itinérance s'est manifestée dans plusieurs régions avec beaucoup d'acuité. À Montréal, la réinstallation de l'organisme CACTUS (échange de seringues) et la construction de logements sociaux par l'Auberge communautaire du Sud-Ouest ont déclenché des tollés dans leur voisinage. L'Auberge a même été victime d'un incendie criminel probablement relié au rejet du projet. L'Arrondissement de Ville-Marie (centre-ville) de Montréal a adopté un règlement d'urbanisme (toujours non en vigueur) qui vient à l'encontre des organismes venant en aide aux personnes démunies. À Drummondville, le refuge L'Ensoleilvent n'a toujours pas trouvé de place pour se relocaliser ...

Concernant le « pas dans ma cour », le RSIQ a réalisé un dossier dans le Bulletin des régions d'avril 2005. De plus, ce thème a fait l'objet d'un atelier de travail lors des États généraux. En revanche, le RSIQ n'a pas développé d'autres interventions relativement à cette problématique contrairement à ce qui était prévu dans le plan d'action.

2. Judiciarisation

La question de la judiciarisation des personnes en situation d'itinérance préoccupe plusieurs régions. Au cours de l'année, le RSIQ s'est fait écho des travaux menés au RAPSIM sur cette question par le biais du Bulletin des régions. C'est également une question qui a fait l'objet d'un atelier de travail aux États généraux.

Lutte à la pauvreté

Rappel des **objectifs** fixés dans le plan d'action 2004-2005 :

1. Obtenir des mesures concrètes d'amélioration des conditions de vie pour les personnes itinérantes ou à risque

À l'automne 2004, le Projet de loi 57 sur l'Aide sociale était déposé par Claude Béchard, alors ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille. En septembre, le RSIQ produisait un mémoire soulevant les liens entre itinérance et aide sociale. À l'instar des autres groupes sociaux, le RSIQ rejetait en bloc les dispositions prévues dans ce projet de loi.

Le 12 octobre 2004, le RSIQ participait aux consultations de la Commission des affaires sociales du Québec. Un communiqué était alors émis sous le titre : « Les groupes en itinérance demandent le retrait du projet de loi 57 ».

L'article concernant la saisie des chèques d'aide sociale dans les cas de non-paiement de loyer a finalement été supprimé du projet de loi, ce qui a été le seul gain que Béchard a concédé aux groupes sociaux. Toutefois, Béchard a proposé une nouvelle mesure qui ouvre la porte à l'intervention d'un tiers dans la gestion du chèque en introduisant une mise en tutelle volontaire qui ne faisait pas du tout l'unanimité dans le milieu de l'itinérance et de la pauvreté.

Le dossier a été ensuite suspendu pendant quelques mois. Michelle Courchesne, nouvelle ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, l'a repris en déposant à la fin mai 2005 des amendements au projet de loi qu'encore une fois les groupes sociaux ont dénoncé. Le 7 juin, le RSIQ adressait une lettre ouverte à Courchesne intitulée « Loi 57 : des amendements qui ne s'attaquent pas à la pauvreté ». Le 15 juin 2005, la Loi 57 (*Loi sur l'aide aux personnes et aux familles*) a finalement été adoptée par l'Assemblée nationale.

Malgré des gains (le retrait de l'article prévoyant la saisie des chèques puis le retrait des dispositions permettant la mise en tutelle), cette nouvelle loi amène certains reculs (dont un pouvoir discrétionnaire du ministre accru) et surtout elle ne s'attaque pas à la question de la hauteur des revenus qui restent largement insuffisants à la couverture des besoins essentiels. C'est en ce sens que le RSIQ poursuivra ses interventions au cours des années à venir, afin d'obtenir un rehaussement significatif des prestations.

Par ailleurs, le RSIQ s'est doté d'un nouvel instrument de lutte à la pauvreté avec la déclaration « le Droit de cité » qui en fait un enjeu transversal.

Logement

Rappel des **objectifs** fixés dans le plan d'action 2004-2005 :

1. Définir et promouvoir les positions du RSIQ en matière d'habitation

La Politique provinciale en matière d'habitation devait être dévoilée à l'automne 2004. Finalement, elle ne l'a pas été. Le RSIQ n'a donc pas eu à se positionner et à participer à des consultations.

Toutefois, la question du logement étant une de nos préoccupations importantes, nous avons soutenu les demandes des groupes en logement (tels le FRAPRU) lors de nos sorties médiatiques, par exemple dans le cadre d'IPAC, tout au long de l'année. Le souci de distinguer logement et itinérance, ainsi que les interventions et les programmes de financement qui y sont reliés, a été constant.

Le RSIQ a développé davantage ses liens avec des groupes actifs en logement, notamment le FRAPRU et a sollicité leur appui dans ses différentes campagnes.

Enfin, le Bulletin des régions a abordé plusieurs fois les questions relatives au logement à travers des articles portant sur : la crise du logement, le programme Accès-Logis, le support communautaire, les maisons de chambre, etc.

Vie associative et financement du RSIQ

Rappel des **objectifs** fixés dans le plan d'action 2004-2005 :

1. Maintenir et améliorer le dynamisme de la vie associative
2. Obtenir une reconnaissance financière du RSIQ

1. Vie associative

Assemblée générale annuelle

Le 15 octobre 2004, ce sont 22 personnes en provenance de 12 territoires qui ont participé à l'AGA du RSIQ. Cette rencontre a permis d'amorcer ou de poursuivre des collaborations qui se sont avérées fructueuses au cours des mois qui ont suivi. L'adoption d'un plan d'action a permis de mobiliser les régions et de donner une impulsion au Réseau.

Membership

Au cours de l'année 2004-2005, les adhésions au RSIQ ont beaucoup augmenté. Ce sont 9 concertations régionales qui ont adhéré formellement au RSIQ; ces concertations représentant plus de 200 organismes. D'autres organismes intervenant en itinérance sans qu'il y ait de concertation dans leur région sont également devenus membres (ex : Au Bercaill de St-Georges-de-Beauce, Le Répit du Passant à Rimouski, etc.). Cette année, plusieurs partenaires institutionnels sont membres associés du Réseau (ex : CRI, CLSC de Hull).

État des concertations en région

Plusieurs tables de concertation se sont mises en place récemment, grâce au programme IPAC, certaines dans sa 1^e phase (comme celle de Sherbrooke) et d'autres dans sa 2^e phase (comme celle de Saguenay). Le travail de réseautage fait par le RSIQ a contribué à renforcer d'une certaine manière les concertations régionales en amenant de l'information à leurs membres, en les mobilisant dans des

campagnes et surtout en leur demandant de réaliser des activités dans leur région pour relayer les prises de position communes (par exemple des conférences de presse). Les membres des concertations régionales ont également été amenés à se rencontrer entre eux autour des thèmes des États généraux lors de la tournée nationale du RSIQ.

Participation aux activités

Au-delà du membership, ce sont des groupes de 12 régions du Québec qui ont participé en 2004-2005 aux campagnes et activités du RSIQ. Il faut souligner à ce titre la contribution de près de 400 organismes à nos campagnes ainsi que les 220 inscriptions aux États généraux, des chiffres d'envergure considérant les moyens modestes du RSIQ.

Il faut également souligner que cette année, le RSIQ a resserré ses liens avec des regroupements nationaux : Regroupement des Auberges du Cœur, Fédération de ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec, Regroupement des OSBL d'habitation, COCQ-SIDA, FRAPRU, etc. Le RSIQ a également développé des liens avec des groupes en itinérance dans le reste du Canada.

Comité de coordination et comité exécutif

Le comité de coordination (COCO) contribue largement à l'échange sur les réalités régionales puisque nous avons fait à chaque rencontre un tour des régions. Le rôle du COCO est de décider de toutes les orientations relatives aux campagnes et activités du RSIQ.

Le rôle du comité exécutif (CE) en est un de suivi et d'application des décisions du COCO, d'appui au travail de la coordination, de suivi des finances, de représentations politiques, etc.

Il faut signaler que plusieurs membres du COCO ont accompagné le CE et la coordonnatrice dans les représentations politiques.

En 2004-2005, les membres du COCO se sont réunis 9 fois et ceux du CE 9 fois également. La préparation des États généraux ainsi que la mobilisation pour un IPAC 3 les ont particulièrement occupés.

Date	Lieu	Rencontre
16 août 2004	Drummondville	COCO et CE
17 septembre 2004	Sherbrooke	COCO et CE
22 septembre 2004	Gatineau	CE *
29 octobre 2004	Montréal	CE **
12 novembre 2004	Montréal	COCO et CE
16 décembre 2004	Montréal	CE
21 janvier 2005	Montréal	COCO
21 février 2005	Montréal	COCO et CE
21 mars 2005	Drummondville	COCO et CE
15 avril 2005	Montréal	COCO
25 avril 2005	Au téléphone	CE
13 mai 2005	Au téléphone	CE
27 mai 2005	Québec	COCO
23 juin 2005	Drummondville	COCO

* Cette rencontre a eu lieu le même jour que la rencontre avec Jack Layton.

** Cette rencontre a eu lieu le même jour que la rencontre avec Gilles Duceppe.

2. Financement

Les sommes allouées par la Fondation Béati et dont le RAPSIM a accepté d'être fiduciaire ont servi de levier pour aller chercher d'autres sources de financement. La recherche de financement s'est effectuée sur la base du projet des États généraux de l'itinérance. Amorcée en septembre 2004, elle s'est poursuivie jusqu'à l'hiver avec la relance de certains bailleurs de fonds.

En 2004-2005, le RSIQ a réussi à obtenir l'appui financier de plusieurs paliers de gouvernement, ce qui était une première. En effet, aussi bien le gouvernement fédéral (par l'entremise du Volet recherche de l'initiative nationale pour les sans abri) que les gouvernements provincial et municipal ont accordé leur aide. Au Québec, ce sont le ministère de la Santé et des Services sociaux (budget discrétionnaire) et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Fonds d'initiative sociale) qui ont répondu à l'appel. Au municipal, la Ville de Montréal a accordé son appui au RSIQ.

Concernant les dons, le RSIQ a obtenu des fonds de communautés religieuses. Le Réseau a également obtenu quelques dons du mouvement syndical.

Enfin, les inscriptions aux États généraux ont amené une source importante d'autofinancement au RSIQ.

Autres

Au cours de l'année, la permanence a participé à plusieurs événements organisés par d'autres groupes :

- ❖ 9 novembre 2004 : déjeuner du RAPSIM sur l'aide sociale
- ❖ 7 décembre 2004 : Formation du FRAPRU sur le droit au logement
- ❖ 3 et 4 février 2005 : Colloque sur l'itinérance dans l'Outaouais
- ❖ 9 juin 2005 : AGA du RAPSIM

Conclusion

2004-2005 a été une année chargée pour le RSIQ.

Les revendications menées en faveur d'IPAC 3 ont permis de faire des gains, notamment en termes de mobilisation des groupes itinérance au Québec, mais les perspectives dans ce dossier ne sont pas extrêmement encourageantes en ce début d'année 2005-2006.

Les États généraux ont eux aussi mobilisé beaucoup d'énergie et il faudra que le Réseau entretienne et canalise cette énergie dans la construction d'un projet québécois de politique en itinérance au cours des prochains mois. Les États généraux ont permis de faire très clairement ressortir les préoccupations des groupes en itinérance quant aux droits des personnes auprès desquelles ils

interviennent, et cette préoccupation trouve un écho dans la campagne menée par le RSIQ avec la Déclaration « Le Droit de cité ».

La vie associative, très dynamique en 2004-2005, devra elle aussi être entretenue par des campagnes, des actions menées conjointement dans les régions et des rencontres.

Enfin, les enjeux majeurs de lutte à la pauvreté et de logement resteront transversaux à nos actions en 2005-2006.

Annexes

1. Calendrier des rencontres

Dossier IPAC 3

31 août 2004	Ministre fédéral du Logement	Joe Fontana
22 septembre 2004	Chef du NPD	Jack Layton
31 octobre 2004	Chef du Bloc Québécois	Gilles Duceppe
10 novembre 2004	Ministre fédérale des Ressources humaines	Lucienne Robillard
Hiver 2005	Attachée de L. Robillard	Nathalie Dallaire
27 avril 2005	Ministre fédéral du Logement	Joe Fontana
29 avril 2005	Chef du NPD	Jack Layton
3 juin 2005	Directrice régionale pour le Québec SNSA	Ann Bonner

2. Campagnes du RSIQ

Type de campagne	adressée à	transmise à	période	résultats
lettres de besoins « écrivez à Fontana »	Joe Fontana	Ralph Goodale (ministre des Finances), Jack Layton (chef du NPD), Gilles Duceppe (chef du Bloc Québécois)	Octobre 2004 à février 2005	74 lettres
Lettres	Lucienne Robillard, alors ministre des Ressources Humaines	Joe Fontana, Ralph Goodale Jack Layton, Gilles Duceppe Jean Lapierre	Fin avril 2005 à mi-mai 2005	311 lettres
fax rouge	Joe Fontana		16-17 juin 2005	97 fax
lettres d'intention de projets	Joe Fontana		Amorcée fin juin 2005	<i>En cours</i>

Par ailleurs, depuis juin 2005 a débuté une campagne de signatures de la déclaration « le Droit de cité ».

3. Interventions publiques

date	événement	Titre du communiqué
15 juin 2004	Élections fédérales	« Faiblesse des engagements des partis fédéraux concernant l'itinérance »
30 août 2004	1 ^e rencontre avec Joe Fontana	« Les groupes en itinérance interpellent le nouveau ministre du Logement »
22 septembre 2004	Rencontre avec Jack Layton	« Les groupes en itinérance interpellent le NPD »
6 octobre 2004	Discours du trône	« Les groupes en itinérance accueillent avec satisfaction le Discours du trône »
12 octobre 2004	Commission des affaires sociales	« Les groupes en itinérance demandent le retrait du projet de loi 57 »
29 octobre 2004	Rencontre avec Gilles Duceppe	« Les groupes en itinérance interpellent le Bloc Québécois »
Novembre 2004	Tournée pré-budgétaire du Bloc	Ex : « <i>La Table Itinérance de Sherbrooke</i> interpelle le Bloc Québécois lors de sa tournée pré-budgétaire »
27 janvier 2005	Un mois avant le budget	Ex : « Budget fédéral : Appel urgent du <i>RAPSIM</i> »
23 février 2005	dévoilement du budget Goodale	« Les groupes en itinérance dénoncent le budget fédéral »
27 avril 2005	2 ^e rencontre avec Joe Fontana	« Les groupes en itinérance rencontrent le ministre fédéral du Logement et le pressent d'agir »
10 mai 2005	États généraux de l'itinérance	« États Généraux pour une Politique québécoise en itinérance »